

Larry Johnson : l'Iran invité à rejoindre le pacte de défense Turquie-Arabie saoudite-Pakistan ?

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État des États-Unis. Johnson évoque les rumeurs d'une invitation officielle adressée à l'Iran pour rejoindre le pacte de défense Turquie-Arabie saoudite-Pakistan. Lisez Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Nous retrouvons Larry Johnson, ancien analyste de la CIA, pour parler de ce qui se passe, principalement au Moyen-Orient. Merci donc de revenir dans l'émission. — Le désordre, le chaos, vous savez... le Moyen-Orient. — Oui, ça résume assez bien la situation. Mais il y a aussi, je suppose, certains signes indiquant qu'un ordre ou une structure pourrait émerger de ce chaos. Enfin... c'est là qu'il émergerait. J'ai lu un de vos articles, dans lequel vous soutenez que ce récent pacte de défense entre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan a peut-être été interprété de manière précipitée. Je pense que beaucoup de gens y ont projeté leurs propres biais. Certains ont dit qu'il s'agirait d'une nouvelle alliance contre les Iraniens. Mais vous avez affirmé que l'expression « OTAN islamique » était trompeuse. Je me demandais si vous pouviez expliquer pourquoi.

#Larry Johnson

Oui, eh bien, ça m'a amusé, vous savez, parce que je l'ai appelé l'Organisation du traité du Moyen-Orient. En gros, au lieu de l'OTAN, on a l'OTMO, ou « Me Too ». Mais, vous savez, au départ, j'étais sceptique quand ils ont fait ça, même s'il était clair que c'était en préparation depuis un moment. Parce que lorsque les États-Unis et l'Iran se rencontraient en Suisse en juin, il y avait au même moment, au Caire, une réunion avec le ministre iranien des Affaires étrangères, ainsi que le Pakistan, la Turquie et l'Égypte. J'ai donc supposé, à l'époque, qu'ils parlaient d'un dispositif de sécurité régional. Mais quand cela a été annoncé il y a deux semaines, sans l'Égypte ni l'Iran, je me suis dit : bon, d'accord.

Sur le papier, oui, la Turquie a la deuxième plus grande armée de l'OTAN parmi tous les membres officiels de l'OTAN. Auparavant, c'était la troisième plus grande, si l'on comptait l'Ukraine comme membre de facto. L'Ukraine avait une armée plus importante. L'Arabie saoudite était ostensiblement considérée comme le banquier, ceux qui ont l'argent, sauf qu'en ce moment, ils sont en quelque sorte en faillite. Leur situation financière n'est pas très bonne. Et puis le Pakistan apporte les armes nucléaires à la table. Donc, une alliance intéressante. Eh bien, hier, nous avons appris qu'Asim Munir se dirigeait vers l'Iran — il est maintenant en Iran. Et il y emportait aussi l'idée d'intégrer l'Iran à l'accord de La Mecque, appelons-le comme ça.

Et, vous savez, il se dit que d'autres pays figurent sur la liste des invités, ou demandent à y entrer, comme le Bangladesh, l'Égypte, la Syrie. Donc cette initiative semble effectivement prendre vie, surtout s'ils font entrer... si l'Iran entre. En même temps, Munir serait aussi en discussion avec l'Iran au sujet d'un élargissement des relations commerciales. Et cela face à la menace des États-Unis de sanctionner tout pays qui commerce avec l'Iran. Ce n'est pas inhabituel, au vu de ce que le Pakistan a fait, je crois que c'était en avril, lorsque les États-Unis ont annoncé pour la première fois ce blocus. Ils ont alors effectivement arrêté l'action offensive, mais annoncé le blocus de l'Iran.

Et en l'espace de deux jours, le Pakistan a dit : « Eh, nous ouvrons six liaisons terrestres depuis nos ports de la côte sud du Pakistan, qui iront directement vers l'Iran. Six routes terrestres pour le commerce. » Et puis, quand on prend du recul et qu'on se demande : d'accord, quelle est l'importance de la relation commerciale entre le Pakistan et l'Iran ? Eh bien, l'Iran fournit 70 % du gaz propane, ou du gaz naturel, qu'utilise le Pakistan, en gros. Les vendeurs de rue l'utilisent pour cuisiner. Des gens l'utilisent aussi, dans certains cas, pour chauffer leur maison en hiver, et à des fins industrielles. Donc c'est très important. Le Pakistan n'a pas vraiment de bonne source alternative pour cela.

Ils ont donc besoin de l'Iran. Et, si j'ai bien compris, l'Iran importe du riz du Pakistan. Ces pays ont donc une base pour une relation économique mutuellement bénéfique. Je pense que c'est peut-être ce que nous voyons : les fondations de cette nouvelle architecture de sécurité internationale pour le Moyen-Orient. Parce que, si vous vous en souvenez, lorsque le ministre des Affaires étrangères Araghchi était en Russie, fin avril, à Saint-Pétersbourg, il a rencontré Poutine. Et après cela, Poutine est venu dire : « Hé, vous savez, nous avons besoin d'une nouvelle architecture de sécurité. » Puis, une semaine plus tard, Araghchi fait son pèlerinage à Pékin et rencontre le ministre des Affaires étrangères Wang Yi. Et Wang Yi dit essentiellement la même chose que Vladimir Poutine. Ce n'est pas une coïncidence. Ces deux gouvernements coordonnent leur politique.

Et en même temps qu'ils font ça, je pense qu'il y a des initiatives diplomatiques qu'on ne voit tout simplement pas, qui restent sous la surface, dont on ne parle pas. Parce que la Chine et la Russie sont déterminées à construire cette organisation internationale distincte, politique, militaire, ou politico-économique, peut-être militaire, qui sera en dehors du contrôle des États-Unis et de l'OTAN, surtout sur le plan économique. Et c'est là que les États-Unis continuent en quelque sorte à faire des faux pas. Ou que Trump continue, vous savez, à se tirer une balle dans le pied, ou dans une autre

partie de l'un de ses autres membres, avec ses menaces permanentes. Tout récemment, il a menacé de bombarder des pays qui n'achetaient pas de bons du Trésor américain. Voilà une technique de vente efficace. Vous savez, je vous mets un pistolet sur la tempe. Vous voulez acheter mon produit ?

Quand on fait ça à suffisamment de pays, ils commencent à chercher un autre moyen de sortir de cette relation. Et donc, ces deux dernières semaines, il a essentiellement insulté et menacé la Corée du Sud, menacé de bombarder Oman, imposé des droits de douane de cinquante pour cent au Canada. Les relations commerciales avec le Brésil sont tendues. Et pendant ce temps, la Chine propose à tous ces pays : « Hé, on commerce dans votre monnaie, vous commercez dans notre monnaie, et vous n'avez pas à vous soucier d'obtenir une lettre de crédit auprès d'une banque américaine, ni de faire transiter de l'argent par SWIFT. Vous pouvez passer par le CIPS. » Donc, je suppose que ce que nous voyons ici, c'est l'un de ces tournants historiques, où l'ancien ordre de l'hégémonie du pétrodollar est en train de se désagréger. Et ce n'est pas seulement sur le plan économique. C'est aussi sur le plan politique. Sur le plan militaire. Et Trump n'a pas de bonne réponse à cela.

#Glenn

Eh bien, je le souligne souvent. Quand j'ai entendu qu'il y avait des possibilités d'inviter l'Iran dans ce club, je me suis dit que, historiquement, ou de manière générale, nous avons deux types de dispositifs de sécurité régionale. D'un côté, il y a les alliances, dans lesquelles les pays A et B coopèrent contre un pays non membre, comme le pays C. Et de l'autre, il y a les dispositifs de sécurité collective, où les pays A et B cherchent à assurer leur sécurité les uns avec les autres, plutôt que les uns contre les autres. Et je pense que c'est une distinction très importante. Si l'on veut vraiment comprendre pourquoi nous avons aujourd'hui une guerre en Europe, il faut comprendre comment nous avons opéré ce changement après la guerre froide. Car, au départ, nous avions bien des accords avec les Russes. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe : nous avions un accord selon lequel nous chercherions notre sécurité les uns avec les autres, et non pas dans un système de blocs les uns contre les autres.

Autrement dit, la Russie était censée être incluse dans la nouvelle architecture de sécurité. Et dans un tel dispositif, on recherche une sécurité indivisible. Donc, au Moyen-Orient, par exemple, les Iraniens et les Saoudiens devraient convenir que l'Iran ne doit pas renforcer sa sécurité aux dépens de celle de l'Arabie saoudite. Et ensuite, ils trouvent des mécanismes de réciprocité. Ce qui s'est passé en Europe, c'est que c'était l'accord. Nous avons conclu un accord. En 1994, nous avons même développé l'OSCE, notre propre institution de sécurité, qui était inclusive. Puis nous nous sommes dit : les Russes sont faibles, alors pourquoi faire ça ? Élargissons plutôt l'OTAN. Et c'est, en quelque sorte, ce que représentait l'élargissement de l'OTAN. Nous avons abandonné cette institution de sécurité collective pour revenir à la politique des blocs.

C'est-à-dire que tout ce rêve de Gorbatchev d'une maison commune européenne, tout ça est passé par la fenêtre. À la place, on a dit : nous allons revenir à la politique des blocs. Et ce ne sera même

pas une politique des blocs fondée sur un statu quo stable. Nous allons nous étendre progressivement vers l'est, jusqu'à rencontrer toutes ces sociétés profondément divisées — la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie. Et elles allaient devoir se battre pour savoir où passeraient les nouvelles lignes de division, dans cette Europe à nouveau divisée. Je veux dire, pourquoi quelqu'un ferait-il ça ? Et puis, d'habitude, leur conclusion, c'est que les Chinois et les Russes ne cherchent qu'à établir leur hégémonie. Or, si vous êtes une puissance hégémonique, vous ne voulez pas que la paix éclate. Vous voulez un monde divisé entre des alliés obéissants et des adversaires affaiblis. C'est donc une politique des blocs. C'est une politique hégémonique. Voilà pourquoi les Chinois sont assez préoccupés.

Ils ne veulent pas remplacer un système qui alimenterait la logique des politiques de blocs. C'est pour ça qu'ils soulignent souvent que les BRICS ne sont pas une alliance. C'est plus qu'une alliance. Il s'agit de permettre aux pays de chercher leur sécurité les uns avec les autres, sans dépendre d'une opposition aux États-Unis. Donc, non, je ne sais pas. Mais j'espérerais que l'Iran soit autorisé à rejoindre ce club, parce qu'il ne s'agit pas seulement de l'Iran. Cela représente l'idée d'une sécurité indivisible, au lieu de cette folle logique hégémonique façon Game of Thrones, de ces projets de guerre insensés. Oui. Mais que peut faire Trump s'il veut mettre des bâtons dans les roues à tout ça ? Je veux dire, comme vous l'avez dit, il a menacé de bombarder l'Iran jusqu'à l'anéantissement s'il ne concluait pas d'accord avec les États-Unis. Voyez-vous des signes indiquant qu'ils pourraient faire quelque chose de similaire, afin d'empêcher une architecture de sécurité collective au Moyen-Orient ?

#Larry Johnson

Oui, ils vont continuer d'essayer d'utiliser les leviers économiques qui leur restent sur l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït et Bahreïn. C'est ça qui est vraiment intéressant, parce que certains rapports indiquent qu'ils ne regardent pas seulement du côté de l'Iran, mais aussi du Qatar, de Bahreïn et du Koweït. Il y aurait eu des contacts avec ces pays et avec l'Iran ces deux dernières semaines. Et même si ces pays ont été frappés par l'Iran, et que l'Iran visait les bases militaires américaines, l'Iran continue de les contacter en disant : « Écoutez, on n'est pas obligés d'être constamment à couteaux tirés. »

Quand on revient sur les quarante-six dernières années de la politique américaine en Asie occidentale, à partir de mille neuf cent soixante-dix-neuf, avec le renversement du Shah et l'arrivée de la République islamique, les États-Unis ont engagé une politique de confrontation avec l'Iran et de subversion du gouvernement iranien. Et ils ont utilisé la CIA pour travailler avec les Arabes du Golfe, en présentant cela ainsi : c'est, au fond, un combat entre l'islam sunnite et l'islam chiite. C'est un combat contre les vrais musulmans, contre ces nouveaux venus, ces apostats. Ce n'était pas toujours formulé en termes religieux, mais cela a commencé avec la guerre : le financement de la guerre, l'aide au financement de la guerre de Saddam Hussein contre l'Iran.

Là encore, les États-Unis ont joué le rôle de chef d'orchestre, en coordonnant le soutien à l'Irak venu d'Arabie saoudite, du Qatar, et même des Émirats arabes unis. Ensuite, les États-Unis ont continué

à... Ils s'en prenaient simultanément à la Russie, après mille neuf cent quatre-vingt-onze, et à l'Iran. Et ils se sont appuyés sur une relation développée dans les années quatre-vingt avec les moudjahidines en Afghanistan. Là encore, avec des groupes très radicaux, avec lesquels les États-Unis avaient établi des relations par l'intermédiaire de la CIA et du Pakistan. Le Pakistan a également joué un rôle facilitateur dans tout cela. Puis, une fois cette guerre terminée, ce n'était pas : « D'accord, tout le monde retourne dans son coin. » Les États-Unis ont en réalité continué à mener une double stratégie.

D'un côté, nous affirmions mener une nouvelle guerre contre le terrorisme. En même temps, nous financions les groupes mêmes qui menaient cette guerre contre le terrorisme contre nous. Nous l'avons fait en Bosnie. Puis, nous l'avons fait pendant la deuxième guerre de Tchétchénie, en Russie. Ensuite, cela s'est étendu lorsque nous sommes entrés en Irak. Là, cela a consisté à bâtir une alliance avec les Moudjahidine du peuple et à mener des attaques terroristes contre l'Iran. Et cela s'est encore élargi en 2012 : la Russie n'était alors plus tant la cible principale, l'Iran devenant la cible principale. Et écarter Bachar el-Assad était à la fois une manière de mettre un doigt dans l'œil des Iraniens et de la Russie.

On a vu tout ce processus, tout ce récit, qui n'est pas propre à un cas particulier... En fait, cela fait partie intégrante de la politique américaine : soutenir les islamistes radicaux afin d'affaiblir à la fois la Russie et l'Iran. Et maintenant, on dirait que les Arabes du Golfe, qui ont été utilisés comme... c'étaient eux la tirelire de toute cette opération. Les États-Unis les poussaient à la financer. Et je pense qu'ils commencent maintenant à se dire : « Attendez une seconde, ça nous a fait du mal, ça ne nous a pas aidés. » Et, vous savez, s'ils sont désormais prêts à s'en éloigner, je pense que tous le sont, sauf les Émirats arabes unis. Les Émirats, je pense, resteront le cas à part, parce que... vous savez, les Israéliens contrôlent cet endroit depuis des années. Et je pense que cela va prendre... vous allez voir une nouvelle frappe militaire de l'Iran contre les Émirats arabes unis dans les prochaines semaines.

#Glenn

Eh bien, la manière dont les États-Unis ont financé ces groupes radicaux, et le fait que l'Iran les a combattus... Je pense que les gens ne le reconnaissent pas souvent. Parce que chaque fois qu'on parle de l'Iran, c'est probablement dans la même phrase que les attentats-suicides. C'était un peu comme ce qu'ils ont fait avec Al-Qaïda. Pourquoi ? Souvenez-vous : avant l'invasion de l'Irak, ils ont associé, enfin, vous savez, le 11 septembre et Saddam Hussein dans la même phrase suffisamment de fois pour que les gens finissent par penser qu'ils étaient presque du même camp, alors qu'ils se détestaient. Mais c'était pareil avec l'Iran.

Je veux dire, beaucoup de ces groupes terroristes qui, vous savez, terrorisent la région et commettent aussi des attentats en Occident, ce sont des groupes extrémistes sunnites. Il n'y a pas vraiment beaucoup de groupes chiïtes qui recourent aux attentats-suicides. Alors, comment voyez-vous cela ? Parce que les gens ignorent souvent qu'après le 11 septembre, les Iraniens, qui eux non

plus ne portent pas les groupes extrémistes sunnites dans leur cœur, ont proposé leur aide. Une aide contre les talibans, contre Al-Qaïda, etcétera. Et les États-Unis ont fini par rejoindre, comme en Syrie, Al-Qaïda à la place, en mettant l'un de leurs dirigeants au pouvoir après le sommet. Je veux dire, c'est incroyable, mais on ne peut pas inventer ça.

#Larry Johnson

Oui, oui. C'est tout simplement absurde. Et regardez, j'ai écrit un article. J'avais connaissance de tout ce passé, si vous voulez, du soutien passé des États-Unis à ces groupes salafistes, mais de façon décousue. Mais c'est seulement en écrivant une sorte d'article de synthèse, pour expliquer pourquoi cette accusation selon laquelle l'Iran est le premier soutien du terrorisme n'est qu'un mensonge, que tout s'est éclairé. J'ai eu la chance que Zero Hedge le reprenne. Mais il a été publié il y a quatre ou cinq jours sur sonar21.com. Et j'encourage les gens à le lire. En le parcourant, ça m'a soudain frappé. Je me suis dit : « Écoutez, prenez un peu de recul et posez-vous la question : pourquoi les États-Unis apporteraient-ils un soutien financier, par l'intermédiaire de leurs services de renseignement, aux groupes mêmes que nous prétendons combattre dans une guerre contre le terrorisme ? Pourquoi feraient-ils ça ? »

C'est contradictoire. Pourquoi Cofer Black appelait-il les gens à fournir des informations, en disant : « Si vous avez la moindre information sur Ben Laden, faites-le-nous savoir », alors que d'autres éléments de la CIA travaillaient avec les gens de Ben Laden ? Pourquoi cela se produisait-il ? Et tout cela revient à l'objectif de s'en prendre à l'Iran, de détruire l'Iran. C'était l'objectif principal, ainsi que la Russie. C'était donc, disons, une politique à double tranchant, qui visait à frapper à la fois la Russie et l'Iran. Et pourtant, cela n'a jamais été concilié avec nos affirmations officielles selon lesquelles, eh bien, nous menons une guerre contre le terrorisme, et c'est pour cela que nous sommes en Afghanistan et en Irak, et ainsi de suite. Et vous savez, au-delà du fait que cette politique s'est révélée être un échec total, n'est-ce pas ? Comme vous l'avez souligné, à un moment donné, nous avons une récompense de dix millions de dollars sur la tête d'al-Jolani.

La minute d'après, vous savez, on l'aide à se tailler la barbe. On lui met, disons, un costume haut de gamme de Bond Street, on lui donne des chaussures richelieu. Il ne porte plus de sandales. Et puis on change son nom, et on l'appelle al-Sharaa, le président al-Sharaa. Et, vous savez, historiquement, on a vu des transformations similaires. Je veux dire, Menachem Begin faisait auparavant partie de l'Irgoun, une organisation terroriste, une organisation terroriste sioniste. Et il y avait aussi... donc il y a eu au moins deux Premiers ministres. Yitzhak Shamir, je crois, était lui aussi membre d'un groupe terroriste en Israël. Donc, vous savez, on l'a déjà fait. Mais maintenant, on le fait de manière très flagrante.

Et maintenant, je pense que, chez les Arabes du Golfe, on leur avait promis : « Hé, si vous faites ça, ça vous apportera la sécurité. » Eh bien, ils ne sont pas davantage en sécurité aujourd'hui. Ils ont subi des pertes économiques considérables. Vous savez, l'Arabie saoudite comme le Qatar traversent en ce moment des difficultés financières. Ils vivent, pour ainsi dire, sur leurs économies. Et les

perspectives pour le Qatar de recommencer à faire rentrer les dollars à flot sont assez limitées. Donc, une personne rationnelle va s'asseoir et se dire : « Vous savez quoi ? Nous devons avoir des relations positives avec l'Iran pour que l'économie recommence à fonctionner. » Et à mesure qu'ils font cela, c'est un défi direct, une gifle directe à Scott Bessent et à Donald Trump.

#Glenn

À propos de la question de Jolani, ce qui m'a le plus surpris, c'est la rapidité avec laquelle toute cette réécriture a été faite. Ce n'est pas la première fois qu'on voit ce genre d'opération, où il faut redorer l'image de quelqu'un. Mais là, ça s'est fait à une vitesse incroyable. Comme vous l'avez dit, il figurait encore sur la liste des terroristes internationaux. C'était un dirigeant d'Al-Qaïda. Et puis, en quelques jours, on lui a mis un costume, on a changé son nom, et maintenant c'est un modéré. Regardez-le, maintenant. Je veux dire, il n'en a pas fallu davantage. Et tout ce qu'il vous faut, c'est des médias qui pensent que leur rôle consiste à, vous savez, répéter les éléments de langage du gouvernement.

Et il n'y a pas vraiment de problème à ce sujet, vous savez. Aucune critique. Mais ce n'est pas seulement la question de la guerre. Comme vous l'avez dit, il y a aussi les problèmes économiques, désormais. Et vous, parmi d'autres, avez dit que la capacité de l'administration Trump à manipuler les prix du pétrole ne fonctionnerait que pendant un certain temps. On a vu, après que Trump a annoncé le D-Day économique, que Bessent s'est dit assez surpris. Il ne comprenait pas, ou ne pouvait pas expliquer, pourquoi les prix du pétrole augmentaient. Mais voyez-vous le contrôle général, la capacité à manipuler les marchés de l'énergie, toucher à sa fin ?

#Larry Johnson

Oh, oui, oui. Vous savez, au moins, dans le film Casablanca, Claude Rains, qui jouait l'inspecteur de police, quand il prétendait être surpris qu'il y ait des jeux d'argent dans le casino, on savait qu'il savait qu'il y avait des jeux d'argent dans le casino. Mais là, il y a Bessent, qui semblait réellement choqué. Et, mon Dieu, vous savez, pourquoi le prix du pétrole continue-t-il de monter ? J'ai annoncé qu'on allait faire cette chose, et il aurait dû baisser. Il reconnaissait implicitement que l'administration manipulait le prix du pétrole. Mais j'ai écrit un autre article qui exposait et expliquait pourquoi. Il y a trois phases. Nous devons comprendre que cette guerre a eu une offre de pétrole en trois phases. Première phase : du 28 février au, disons, 5 avril.

#Larry Johnson

Pendant cette période, même si le détroit d'Ormuz était fermé et qu'il n'y avait plus de puits, enfin, que tous les puits commençaient à être arrêtés, ils ne pompaient pas forcément. Vous aviez déjà des pétroliers qui avaient été remplis. Ils étaient en haute mer. Ils faisaient route vers leur destination. Donc, du point de vue des raffineries et des consommateurs, il n'y avait pas de pénurie de pétrole. Le pétrole continuait d'arriver. Mais tout cela s'est manifesté autour du 5 avril, à peu près, à une semaine près. Là, ils ont un problème. Et les États-Unis, quand on revient sur les faits, suivis par d'

autres pays, ont dit : d'accord, nous allons puiser dans la Réserve stratégique de pétrole. Et pour ceux qui nous écoutent, voyez cela comme un compte épargne que vous alimentez depuis des années.

Vous avez maintenant soixante mille dollars à la banque, et vos dépenses mensuelles s'élèvent à dix mille dollars. Mais vous avez perdu votre emploi. Cela dit, vous avez soixante mille dollars. Alors, vous continuez à retirer de l'argent. Vous retirez dix mille dollars par mois. Vous ne pouvez faire ça que pendant environ six mois, et ensuite, vous n'avez plus d'argent. Et c'est ça, la phase deux. La phase deux, c'était les États-Unis et d'autres pays dans le monde qui puisaient dans leurs réserves et faisaient comme si tout allait bien : « Pas de problème, on en a largement assez. » En réalité, ils n'en avaient pas largement assez, parce qu'en puisant dans ces réserves, il restait toujours cette pénurie de pétrole brut acide, ce brut plus lourd et plus soufré qui provenait du golfe Persique et qui était essentiel à la production de diesel. Et puis il y avait les opérations de combat américaines dans le golfe Persique, qui exerçaient elles aussi une demande supplémentaire sur l'approvisionnement en diesel.

Mais quoi qu'il en soit, l'offre... ils ont pu manipuler le prix du pétrole parce que l'approvisionnement était stabilisé grâce à ces prélèvements sur la réserve pétrolière. Aux alentours du premier août, ça prend fin. Maintenant, il y a une véritable pénurie. Il n'y a plus rien à puiser dans les réserves, et aucun autre pays ne se présente en disant : « Oui, nous pouvons augmenter notre production. » Non. Et en fait, ce qui semble se produire à partir de cette semaine, avec le conflit entre Trump et Carney au Canada, c'est que le Canada était un fournisseur important de ce pétrole brut acide aux États-Unis, indispensable pour produire du diesel et du carburant aviation. Jusqu'à présent, malgré les tensions passées, le Canada continuait de fournir ce pétrole. Maintenant, c'est remis en question.

Si le Canada dit en gros à Trump : « Allez vous faire voir, on redirige ça vers la Chine », alors les États-Unis ont un très, très gros problème. Mais cette pénurie mondiale de diesel, ou cette pénurie de diesel, c'est un problème mondial. Tout comme la pénurie croissante de carburant aviation. Et c'est simplement parce qu'une fois que les vingt millions de barils par jour qui sortaient du golfe Persique ont été pratiquement coupés, cela a supprimé la capacité de ces raffineries à produire tout le diesel et le carburant aviation qu'elles produisaient auparavant. Parce qu'elles ont besoin de ce type précis de pétrole pour pouvoir le faire dans ces raffineries. Donc maintenant, on est réellement au stade de la pénurie. Les gens qui pensaient, en février : « D'accord, ils ont fermé le détroit, mais voyons quel sera l'effet des pénuries », n'ont pas vu cet effet. Ils se sont dit : « Oh, finalement, ce n'est rien. »

#Glenn

Maintenant, c'est commencé. Mais la situation est bien, bien pire désormais, à cause de ça. Je veux dire, quand on puise à ce point dans les réserves stratégiques, ce n'est plus un signe de confiance. Regardez, le gouvernement contrôle la situation. Là, il commence à donner des signes de désespoir, parce qu'il n'y a plus de plan B. Et je pense que, lorsqu'ils ont puisé dans ces réserves, ils partaient

du principe que cette affaire serait bientôt terminée, puis qu'ils les reconstitueraient progressivement. C'est ainsi que les gouvernements devraient gérer ce genre de situation. Mais bien sûr, s'ils ont puisé dans les réserves stratégiques et que la situation ne fait qu'empirer à partir de maintenant, il pourrait y avoir de vrais problèmes.

Encore une fois, je ne sais pas si les Canadiens couperaient les ponts avec les États-Unis. Mais il est intéressant de voir le Premier ministre canadien monter sur scène et déclarer, dans un discours, que les Américains essaient de nous briser pour pouvoir nous posséder. Enfin, c'est là qu'en est la relation. Ce n'est guère une bonne décision pour les États-Unis. Mais ce que je voudrais vous demander, ce sont certaines des autres limites de toute cette guerre économique. On voit les prix du pétrole augmenter. On peut dire que ce serait bon pour les États-Unis, mais l'une des raisons de cette hausse, c'est que les États du Golfe sont mis à l'arrêt. Or, lorsque les États du Golfe entreront dans cette crise économique, tout comme d'autres pays dans le monde, ils devront certainement commencer à liquider une partie de leurs avoirs, c'est-à-dire à vendre une partie de leurs obligations américaines. Jusqu'à quel point les États-Unis peuvent-ils absorber cette douleur avant que les choses ne tournent vraiment très mal ?

#Larry Johnson

Oui, non, il n'y a plus vraiment de marge d'erreur. Et c'est important. Quand on parle de pétrole, je pense que la personne moyenne se dit qu'un baril de pétrole, c'est un baril de pétrole. Mais en réalité — je simplifie — le pétrole existe sous deux formes. Un peu comme chocolat et vanille : il y a le pétrole doux et le pétrole acide. Et le pétrole acide — là encore, il existe toute une gamme selon la viscosité — contient beaucoup de soufre. On a du pétrole qui, en gros, peut circuler dans un tuyau, jusqu'au goudron qui vient du Venezuela. Je veux dire, c'est très, très épais. Il ne circule pas facilement, ni naturellement, dans un pipeline.

Mais les raffineries qui sont conçues pour traiter ce pétrole et en extraire ce qu'on appelle les distillats moyens, puis les traiter pour produire du diesel et du carburant aviation, ces raffineries ne sont pas équipées pour pouvoir traiter du pétrole brut léger à faible teneur en soufre. Et, vous savez, aux États-Unis, Trump dit : « Vous voyez, nous sommes indépendants sur le plan énergétique parce que nous produisons tout ce pétrole brut léger. » Sauf que 70 % de nos raffineries sont conçues pour traiter du brut à forte teneur en soufre. C'est pour ça que, dans les faits, nous sommes importateurs nets de ce brut lourdement soufré. Et ce problème du brut soufré touche particulièrement quatre zones géographiques : les États-Unis et le golfe du Mexique, l'Inde, la Chine, puis la Corée du Sud et le Japon. Et le Japon et la Corée du Sud sont ceux qui en ont le plus souffert.

La Chine a le moins souffert, parce qu'elle disposait de réserves importantes. Et maintenant, elle achète, et elle va acheter encore davantage au Canada. Elle obtient aussi du pétrole, y compris via l'Irak et l'Iran. Donc la Chine ne souffre pas. L'Inde a davantage dû compter sur la Russie. Mais cela a quand même perturbé l'approvisionnement mondial en diesel et en carburant d'aviation. Et cela va perdurer. C'est pourquoi l'idée de l'analyste moyen, qui traite un baril de pétrole comme un baril de

pétrole comme un autre, est, vous savez, assez trompeuse. Et si l'on ajoute à cela les retombées économiques supplémentaires liées aux pénuries dans le golfe Persique... Le gaz naturel liquéfié : le Qatar fournissait, en gros, vingt-cinq pour cent de l'approvisionnement mondial. Cela a été réduit. L'hélium, quarante pour cent. C'était un sous-produit de la production de gaz naturel liquéfié.

C'est coupé, et ça veut dire que les fabricants de puces vont devoir... enfin, ils vont constater qu'ils doivent essayer de trouver des solutions de remplacement. Et ce ne sont pas des solutions faciles à trouver. Ensuite, il y a l'urée et le soufre, qui représentent environ trente à trente-cinq pour cent de l'approvisionnement mondial. Cela touche directement la question des engrais. Donc, se concentrer uniquement sur les conséquences économiques de la pénurie de pétrole, c'est une chose. Mais il faut reconnaître que c'est plus large que ça. Et plus les États-Unis maintiennent le blocus, plus cette perturbation de l'économie internationale se prolonge. Et pourtant, voilà les États-Unis. Quelle est leur stratégie ? Utiliser les menaces. Faites ceci, sinon nous vous imposerons des sanctions. Et ces pays se disent : nous n'avons pas besoin de ce genre de drame. Ils commencent à vendre les obligations. Ils commencent à réduire leur dépendance envers Washington, précisément pour ne pas se retrouver dans une situation où ils peuvent être pris en otage.

#Glenn

En général, je suis un peu surpris de voir à quel point les dirigeants politiques pensent pouvoir contrôler le marché. Je veux dire, ils semblent se surestimer. Et pas seulement Bessent. On voit la même chose chez les Européens. Quand ils se sont engagés dans la guerre en Ukraine, ils ont décidé : coupons-nous de l'énergie russe. Une excellente idée, qui a conduit les Européens à aller essayer de s'approprier une plus grande part de l'énergie venant du Moyen-Orient. Or, c'est principalement de là que l'Inde tirait son énergie. Donc, soudainement, l'Inde a dû se tourner vers la Russie. Et les Européens se mettent alors à faire la leçon à l'Inde : « Oh, vous ne devriez pas acheter cette énergie russe immorale. » En revanche, si vous la raffinez, nous vous l'achèterons.

Je veux dire, il n'y a pas... Cette idée qu'ils puissent contrôler toutes ces choses, je ne sais pas d'où elle vient. Mais on dirait que l'apprentissage est très lent. Mais je voudrais maintenant me tourner un peu vers les possibilités de guerre. Parce que si la guerre économique ne fonctionne pas, c'est-à-dire si l'objectif de strangler l'économie iranienne n'aboutit pas, il va falloir une escalade sur le front militaire. Vous avez probablement vu tous ces commentaires selon lesquels, à Washington, ils discuteraient désormais de la possibilité d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre l'Iran, j' imagine dans le but de le faire capituler. Plusieurs personnes ont fait ce genre de commentaires. Mais encore une fois, je ne sais pas si ce sont des rumeurs ou si c'est vrai. Comment évaluez-vous cette situation ? Pensez-vous que les États-Unis pourraient s'engager dans cette voie et utiliser réellement des armes nucléaires ?

#Larry Johnson

Je ne peux pas l'exclure, mais je pense que c'est peu probable. Ne serait-ce que parce qu'il reste encore suffisamment d'adultes autour de Trump et au sein du Pentagone pour comprendre les véritables enjeux d'une telle décision. Or, ce qui constitue, si vous voulez, une évolution intéressante ou inquiétante, c'est que le Majlis, vous savez, le Parlement, le pouvoir législatif iranien, envisage activement de se retirer complètement du Traité de non-prolifération, le TNP. Et la logique est simple. Quand l'Iran a adhéré au TNP, il a dit : d'accord, nous reconnaissons la nécessité de contrôler les armes nucléaires. Nous reconnaissons que nous nous engageons à ne pas fabriquer d'arme nucléaire.

Et nous nous attendons à ce que, dans le cadre de ce traité, nous soyons traités en conséquence. À ce que nous ne subissions pas de menaces de la part de pays dotés de l'arme nucléaire. Et à ce que nous acceptions des inspections en coordination avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ils ont fait tout ça. Et qu'est-ce que ça leur a apporté ? Ils ont été attaqués deux fois en moins de deux ans. Les inspecteurs de l'AIEA se sont révélés travailler en étroite coordination avec les services de renseignement occidentaux, en fournissant l'emplacement d'installations iraniennes ainsi que les noms et l'identité de scientifiques et d'ingénieurs clés, qui ont ensuite été exécutés, assassinés. Alors voilà l'Iran. Et l'Iran a dit : écoutez, nous avons respecté vos règles internationales. Et qu'est-ce que ça nous a apporté ? Ça nous a apporté la mort. Vous avez tué nos gens. Vous avez essayé de détruire notre projet.

Et donc maintenant, s'ils se retirent du TNP, je pense que, peu après, on verra une annonce disant qu'ils ont développé une arme nucléaire, ou que l'ayatollah les a autorisés à en construire une. Je pense que c'est quelque chose qu'il faut surveiller. Car, franchement, je pense que les dirigeants iraniens ont tiré la bonne conclusion : si nous avons la bombe, si nous sommes une puissance nucléaire, l'Occident sera moins susceptible de nous attaquer qu'auparavant. Et, vous savez, contrairement au Pakistan, l'Iran a une véritable capacité solide pour livrer de telles armes, parce qu'il dispose d'un système de missiles balistiques bien plus avancé, testé et éprouvé au combat, que le Pakistan, par exemple, qui possède pourtant l'arme nucléaire. Mais avoir la bombe, puis trouver comment la livrer d'une manière qui aura un impact, c'est une tout autre question.

#Glenn

Eh bien, au-delà du traité de non-prolifération, comment voyez-vous les Iraniens réagir éventuellement aux États-Unis ? Parce que maintenant, comme nous l'avons évoqué, Trump a annoncé ce D-Day économique pour étrangler l'économie iranienne. Et, de fait, le message des États-Unis au reste du monde est désormais : soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous. Si vous ne respectez pas les sanctions, alors, vous savez, on viendra vous chercher. Comment voyez-vous les Iraniens riposter à cela ?

#Larry Johnson

Tout État arabe du Golfe qui participe à cela, et qui permet et facilite les sanctions américaines, deviendra alors une cible de l'Iran. Et pas seulement une cible verbale : il deviendra réellement une cible physique. L'Iran attaquera leurs infrastructures économiques pour s'assurer, comme ils l'ont dit, que si nous ne pouvons pas exporter du pétrole, personne ne pourra en exporter. Et cela inclut l'Arabie saoudite. Plus rien ne sortira, non seulement du golfe Persique, mais aussi de la mer Rouge. Et ils travailleront avec les Houthis pour fermer Yanbu, en particulier.

Donc, je pense que le candidat le plus susceptible d'être attaqué, si les États-Unis vont de l'avant avec ce plan et essaient réellement d'exercer une pression économique supplémentaire sur l'Iran — alors que, selon moi, leur marge de manœuvre est en réalité limitée —, c'est les Émirats arabes unis. Mais ils essaieront quand même. Et si les Émirats arabes unis suivent le mouvement... Ils ont annoncé de manière préventive, l'autre jour, qu'ils coupaient tous les échanges commerciaux et les relations économiques avec l'Iran. Donc, s'ils persistent dans cette voie, les Émirats arabes unis seront une cible. Ils seront frappés.

#Glenn

Eh bien, pour revenir au premier point dont nous avons parlé, le responsable de l'agence de presse parlementaire iranienne a souligné que l'Iran avait été invité à cet accord de La Mecque. Est-ce qu'on a vu quoi que ce soit se concrétiser à ce sujet ? Est-ce que cela a été confirmé ? Que sait-on jusqu'à présent ?

#Larry Johnson

On a Pepe Escobar, et j'ai reçu hier l'information qu'Asim Munir se rendait aujourd'hui en Iran. Il est arrivé et il y a passé toute la journée en réunions, avec pour objectif explicite, premièrement, d'inviter officiellement l'Iran à rejoindre l'accord de La Mecque, et de renforcer les relations militaires et économiques bilatérales avec l'Iran. Donc, si ces informations sont exactes — et elles semblent effectivement l'être — alors je pense que c'est là que le Pakistan a pris la décision de ne plus être tenu en laisse par Washington. Vous savez, Washington les tient en laisse comme un chien, et ils sont censés obéir à Donald Trump. Et je pense que, d'une certaine manière, le Pakistan déclare son indépendance.

#Glenn

Mais cela impliquerait que l'Arabie saoudite, qui est, je suppose, le principal adversaire de l'Iran, celle qui mène de fait une guerre froide contre l'Iran depuis toutes ces années, s'engage plus ou moins — ou du moins s'oriente, si ce n'est pas un engagement total — vers la fin de tout le système d'alliances anti-iraniennes, et trouve un moyen de coexister avec les Iraniens dans cette région. Quel serait l'impact de tout cela sur les États-Unis ?

#Larry Johnson

Eh bien, on en a vu les premiers signes. C'était il y a deux ans ? J'ai perdu la notion du temps. Je n'ai pas la date précise sous les yeux. Mais grâce à l'intervention chinoise, les Iraniens et les Saoudiens se sont réconciliés. Donc, c'était il y a deux ans. Avant cela, ils se livraient à cette guerre par procuration au Yémen. Et les Iraniens avaient essentiellement porté des coups importants aux forces saoudiennes par l'intermédiaire des Houthis. La Chine est intervenue, a travaillé en coulisses, et les a amenés, en gros, à prendre du recul tous les deux. Vous savez, à baisser les armes, à prendre du recul et à commencer à discuter. Et ils ont commencé à discuter. Depuis, il y a donc eu davantage de contacts de haut niveau entre les gouvernements iranien et saoudien, avec, vous savez, des rencontres entre ministres de la Défense, et ainsi de suite.

Donc, c'est là que je pense que le Pakistan ne joue pas seulement un rôle de médiateur. En réalité, le véritable marionnettiste derrière tout ça, c'est la Chine, et dans une moindre mesure la Russie. Parce que je pense qu'ils sont tout à fait sérieux quant à la nécessité de faire sortir les États-Unis du golfe Persique, de faire sortir les États-Unis d'un certain nombre de pays où ils sont présents pour attiser, par des actions clandestines, l'opposition aux gouvernements en place ou aux gouvernements voisins. Je ne vois donc pas l'Iran et l'Arabie saoudite mettre cette réconciliation de côté pour le moment. Je pense même que, surtout pour les Saoudiens, ils comprennent que s'ils continuent à danser sur la musique que les États-Unis jouent et veulent leur faire danser, cela nuira davantage à l'Arabie saoudite, en particulier sur le plan économique.

Alors que s'ils peuvent s'en détacher, ou s'ils ne dépendent plus des États-Unis, une voie s'ouvre réellement à eux. Les Chinois et les Russes leur proposent quelque chose qui, franchement, paraît bien plus attractif que ce que les États-Unis peuvent offrir. Ce que proposent les États-Unis, c'est : achetez nos obligations, vous savez, aidez-nous à financer nos déficits. Et qu'est-ce que l'Arabie saoudite y gagne ? Elle se retrouve avec un tas de papier sans valeur, ou potentiellement sans valeur. Alors que la Chine dit maintenant : hé, nous avons des obligations, et devinez quoi ? Elles sont garanties par de l'or. Elles reposent sur quelque chose de réel. Vous savez, je pense que les Saoudiens vont regarder ça et se dire : je choisis les Chinois.

#Glenn

Eh bien, je me souviens que c'était, oui, lorsque les Chinois, je crois, jouaient les médiateurs entre les Saoudiens et les Iraniens pour rétablir leurs relations, il y a trois ans. J'avais trouvé intéressant que, par la suite, vous savez, cela ait été plus ou moins, enfin, dans une certaine mesure, un succès. Après cela, l'ancien chef du Mossad est effectivement intervenu pour commenter l'ensemble de l'accord. Il s'agit d'Efraim Halevi. Il soutenait alors que, si les États du Golfe allaient mettre fin à cette alliance contre l'Iran, alors peut-être que nous devrions faire de même. Et là encore, l'ancien chef du Mossad avançait cette idée : pourquoi avons-nous besoin d'un conflit avec l'Iran ? Beaucoup de nos problèmes peuvent être résolus. On voit donc que, si la paix s'installe, tout le système d'alliances peut alors s'effondrer.

Et ma première pensée, c'était que cela pourrait offrir une porte de sortie intéressante aux États-Unis. C'est-à-dire, s'ils veulent vraiment se retirer davantage du Moyen-Orient, comme la stratégie de sécurité nationale américaine a suggéré qu'ils devraient le faire, en se concentrant sur l'hémisphère occidental et l'Asie de l'Est. Mais comme vous le dites, qu'arrive-t-il alors à l'ensemble de l'économie américaine ? Parce que, vous savez, cette architecture de sécurité est aussi la raison pour laquelle les États du Golfe investissent autant d'argent dans les obligations américaines. Donc, je veux dire, j'ai le sentiment que les États-Unis se sont mis dans une position très difficile, où ils ne peuvent pas vraiment se permettre de faire la paix. Parce que si la paix éclate, tout le système financier semble pouvoir, vous savez, s'effondrer.

#Larry Johnson

Eh bien, oui, c'est le cas. C'est en quelque sorte, appelons cela une dialectique hégélienne dans toute sa splendeur : les États-Unis sèment les graines de leur propre destruction à travers leurs politiques actuelles. Ils ont profité de leur position d'hégémon, du fait que leur monnaie soit la monnaie de réserve. Mais dès lors qu'ils ont décidé que le seul moyen de maintenir ce statut de monnaie de réserve était de recourir à la force, aux menaces, à la coercition et aux sanctions, c'est à ce moment-là qu'ils ont commencé à perdre leur capacité à conserver ce statut. Vous savez, avant les sanctions imposées à la Russie en deux mille vingt-deux, l'élan en faveur des BRICS, et en particulier de la coopération économique entre la Chine et la Russie, n'était pas vraiment là. Enfin, ça avançait tant bien que mal. On se disait : oui, peut-être qu'un jour, il en sortira quelque chose. Mais ensuite, c'était en janvier, en février, je crois.

Oui, c'était fin janvier, début février deux mille vingt-trois, quand Xi Jinping s'est rendu à Moscou, a rencontré Poutine, et qu'ils en sont ressortis en affirmant leur amitié et leur solidarité. Et, vous savez, j'ai vérifié. Vous avez raison, ça fait trois ans. Environ un mois plus tard, c'est là que la Chine a fait venir l'Arabie saoudite et l'Iran à Pékin, et que ces deux pays ont rétabli leurs relations diplomatiques, le premier mars. Vous pensez vraiment que c'est une simple coïncidence ? Que ce que la Russie et la Chine ont décidé de commencer à faire, en élargissant leur coopération sur la période janvier-février, c'était juste une initiative que la Chine avait envie de prendre ? « Oh, on n'a rien de mieux à faire. Réconcilions les Saoudiens et les Iraniens. » Non. Je pense que cela s'inscrit dans un tableau stratégique plus large, ou dans une structure stratégique, que la Russie et la Chine mettent en place pour réorienter l'architecture de sécurité, pas seulement sur le plan militaire, mais aussi économique.

Et l'accélération du développement de CIPS, le système de paiement interbancaire transfrontalier, l'utilisation accrue du yuan comme monnaie de règlement... Par exemple, quand les États-Unis ont essayé de sanctionner la Chine sur les produits agricoles et que la Chine a riposté, elle est allée voir le Brésil et lui a dit : « Hé, mon gars, on va acheter tout votre soja. » Et aujourd'hui, la Chine est l'un des principaux clients du Brésil. Les achats ne se font pas en dollars américains, mais dans leurs monnaies respectives, chinoise et brésilienne. Et cela passe par des banques chinoises. Donc, tout cela se fait désormais entièrement en dehors de ce réseau financier, autrefois dominant, contrôlé par

les États-Unis. Et vous savez, je pense que les États-Unis vont se battre comme des damnés, et peut-être même s'engager dans de nouvelles guerres pour essayer de préserver ce statut. Mais ils ne peuvent pas y parvenir. Je pense que, pour eux, c'est mission impossible.

#Glenn

Désolé, c'est le problème quand on mène continuellement ce genre d'efforts pour, disons, contraindre des pays à se soumettre. Au bout d'un moment, ils apprennent à se découpler. C'est aussi pour cela que les Chinois ont développé une alternative au GPS. Ils ont découvert, il y a quoi, trente ans, que les États-Unis pouvaient simplement couper le GPS d'un de leurs navires qui se rendait en Iran, sur la base d'accusations qui se sont révélées fausses. Comme ça, vous voyez, ils pouvaient essentiellement paralyser le transport maritime de n'importe quel pays, n'importe quelle opération. Et ils se sont dit : bon, j'imagine qu'on ne peut plus en dépendre. Je pense que c'est le même phénomène qu'on observe aujourd'hui dans la finance, dans les corridors de transport, et partout ailleurs. Donc oui, je pense qu'il est trop tentant d'abuser de ce contrôle administratif sur l'économie internationale. Mais dès qu'on commence à le faire, les pays s'en éloignent. Et je pense que c'est ce qu'on voit maintenant, à très grande échelle. Oui. Enfin bref, Larry, merci beaucoup d'avoir pris le temps. C'est toujours un plaisir.

#Larry Johnson

Vous savez, c'était la chanson des Rolling Stones, « Paint It Black » ? On brosse en quelque sorte un tableau noir, mais soit. C'est ce que c'est.

#Glenn

Eh bien, ça pourrait quand même être positif, au final. Il y a toujours une tendance naturelle au rééquilibrage, vers un équilibre. Et la grande leçon que les pays doivent retenir, c'est que si l'un d'eux abuse de sa position, s'il l'utilise trop à des fins militaires, les autres finiront par contrebalancer. S'il abuse trop des sanctions, les autres apprendront à vivre sans lui. Donc, je pense que... la courbe d'apprentissage n'est pas impressionnante, mais, avec un peu de chance, un équilibre pourra être rétabli avec le temps, où les pays disposeront de mécanismes qui sanctionnent ce genre d'agression. Donc, dans ce dernier effort désespéré pour finir sur une note positive, merci encore d'avoir pris le temps. D'accord, mon ami.

#Larry Johnson

Merci beaucoup. Prenez soin de vous, Glenn.